

parlait pour ne rien dire. S'il était allé à London pour dire aux gens de là-bas ce qu'on allait faire au sujet de la loi sur l'assurance-chômage ou au sujet de la caisse, ou s'il avait abordé certains des problèmes du pays...

**L'hon. M. Starr:** L'honorable député me permet-il une question?

**L'hon. M. Pickersgill:** Certainement.

**L'hon. M. Starr:** L'honorable député dirait-il à la Chambre où était le chef de son parti, et où était l'honorable député d'Essex-Est samedi?

**L'hon. M. Pickersgill:** Avec joie. Le chef de l'opposition (M. Pearson) tenait un engagement qu'il avait pris avant que le premier ministre impose cette règle à la Chambre, ce à quoi nous nous sommes opposés... (*Exclamations*). Je dois dire que je me réjouis que le chef de l'opposition n'ait pas eu à entendre ces 17 discours torys qui nous ont ennuyés toute la journée de samedi.

**M. More:** Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. L'honorable député a accusé le premier ministre d'avoir imposé les séances du samedi à la Chambre. L'amendement relatif aux séances du samedi a été présenté par un membre du PSD et le chef des libéraux à ce moment-là ne savait que faire. La Chambre a adopté l'amendement presque à l'unanimité.

**M. l'Orateur suppléant:** A l'ordre! Je pense que ce débat est tout à fait contraire au Règlement. Je pense que nous devrions revenir à l'étude de l'amendement.

**L'hon. M. Pickersgill:** De fait, je pense que c'est une très bonne idée. Mon temps de parole est presque écoulé et je veux dire un mot au sujet du sous-amendement.

**M. Browne (Vancouver-Kingsway):** A propos de la question de privilège qu'on a posée...

**L'hon. M. Pickersgill:** J'invoque le Règlement. Permettez-moi de dire que la question de privilège est réglée.

**M. l'Orateur suppléant:** Je ne puis guère décider à l'avance s'il y a matière à la question de privilège dans ce qu'allait dire le député.

**M. Browne (Vancouver-Kingsway):** En ce qui concerne la question de privilège, le député de Bonavista-Twillingate a dit que les séances du samedi avaient été imposées à la Chambre par le premier ministre. A mon avis, cette affirmation devrait être retirée. C'est absolument faux et inexact, ainsi qu'on l'a déjà dit. Il faudrait lui demander de se rétracter.

**L'hon. M. Pickersgill:** Il n'y a pas là matière à la question de privilège, mais je modifierai volontiers mon affirmation. Je dirai que les 200 moutons ont suivi le premier ministre et que nous avons dû nous soumettre. (*Rires*) Puis, le premier ministre n'a pas eu la courtoisie d'être présent lui-même. J'ai modifié mon affirmation et j'espère qu'elle suffira à apaiser les susceptibilités de ces messieurs d'en face.

J'aimerais revenir à l'amendement, car il me semble que personne de notre parti n'aura de nouveau l'occasion de prendre la parole à ce propos avant la mise aux voix. Je dirai que nous, de l'opposition officielle, sommes tout à fait en faveur du sous-amendement proposé par l'honorable député d'Assiniboia (M. Argue). En fait, l'honorable député d'Essex-Est a commencé à préconiser cette ligne de conduite en 1958, et il n'a cessé de le faire depuis, comme tous ceux d'entre nous qui ont parlé de la question depuis ce temps. C'est la seule façon convenable d'aborder le problème tant que le chômage atteindra des proportions anormales. Par conséquent, nous avons bien l'intention de voter en faveur de ce sous-amendement.

Je ne dis pas que presque toute...

**Une voix:** Êtes-vous pour Douglas ou pour Argue?

**L'hon. M. Pickersgill:** Peut-être pourrais-je laisser se poursuivre ce débat derrière moi pendant une minute ou deux.

**L'hon. M. Pearson:** Pourquoi créent-ils le désordre?

**M. Peters:** Pourquoi le député ne prend-il pas la parole pour faire un discours?

**M. Lambert:** Si je le faisais, je traiterais le sujet avec plus de logique.

**L'hon. M. Martin:** J'invoque le Règlement...

**M. l'Orateur suppléant:** A l'ordre! C'est le député de Bonavista-Twillingate qui a la parole et je demande aux représentants de le laisser parler.

**L'hon. M. Pickersgill:** Je disais qu'il faut absolument agir, et agir promptement, que la Chambre devrait avoir suffisamment de temps pour examiner les propositions gouvernementales concernant le renflouement de la caisse et les abus que nos vis-à-vis affirment maintenant constater dans l'application de la loi. En effet, le député de Vancouver-Kingsway (M. Browne) a déclaré lui-même que la loi était si embrouillée que personne ne pouvait l'appliquer. Nous devrions être saisis immédiatement des modifications à apporter à la loi.